https://www.elcorreo.eu.org/TROIS-MALENTENDUS-A-PROPOS-DU-CAPITALISME

TROIS MALENTENDUS A PROPOS DU CAPITALISME

- Cybersocieté -

Date de mise en ligne : dimanche 8 novembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La vision post-capitaliste a anticipé par erreur la fin du système actuel . Les techno-féodaux négligent les pistes d'explication liées au travail intellectuel, répètent des croyances erronées sur la domination absolue des monopoles et ignorent le rôle central et constant des prix. La pérennité du capitalisme fait obstacle à la gratuité tant attendue et empêche la consolidation d'une économie de coopération numérique. Ce sont les déséquilibres de ce système qui s'aggravent, et non les crises multiples étrangères au capitalisme.

Tous les regards critiques établissent un lien entre la révolution numérique et la crise du capitalisme. Il est évident que la mutation technologique intervient dans un contexte marqué par de multiples tensions au sein de ce système, avec les controverses qui en découlent quant aux conséquences de cet impact.

Trois approches retiennent l'attention par leur évaluation de ces effets. La thèse techno-féodale établit que la transformation numérique entraîne l'autodestruction du système, et la vision post-capitaliste considère également que ce changement tend à anéantir le régime en place. La théorie de la" poly-crise" choisit, en revanche, d'occulter le rôle central du capitalisme dans l'évolution actuelle. Ces trois visions partagent des erreurs dans leur façon de définir la période actuelle.

SIMILITUDES ET ANTAGONISMES

La récente thèse techno-féodale présente de nombreuses similitudes avec la thèse post-capitaliste qui lui est antérieure, énoncée au cours de la dernière décennie par un analyste bien connu de la révolution numérique. À l'instar de Varoufakis, Mason a avancé que l'expansion de l'informatique rongeait le capitalisme jusqu'à provoquer sa disparition.

Partant de ce ressenti, il a prédit l'avènement imminent d'une ère post-capitaliste résultant de la généralisation des ordinateurs, d'Internet et des réseaux. Il a estimé que le régime actuel ne pourrait pas absorber cette croissance explosive, car, selon lui, ces technologies allaient dissoudre les marchés et détruisaient les droits de propriété.

Contrairement à ses disciples techno-féodaux, Mason a mis en avant la perspective immédiate et inexorable d'un devenir post-capitaliste sous l'effet de cette technologie. Considérant que l'informatisation réduisait le besoin de travail, détruisant la fixation marchande des prix et suscitait l'essor spontané d'une production collaborative [1] .

Mais cette approche a ravivé le vieil objectivisme des points de vue qui attribuent des limites absolues à la survie du capitalisme, compte tenu de l'expansion des mécanismes générés par ce système. Sa version de ces augures a fait de l'informatique le principal obstacle à la pérennité du capitalisme, reprenant ainsi les points de vue qui considèrent la technologie comme la force principale et déterminante de toute évolution sociale.

Cette optique inverse la causalité des processus historiques et oublie que les révolutions technologiques ont toujours émergé au rythme des besoins économiques et des exigences des systèmes politico-sociaux en vigueur.

La perspective post-capitaliste reprend certaines idées des théoriciens du Capitalisme Cognitif, qui ont également été remises au goût du jour par leurs héritiers du techno-féodalisme. Ces approches attribuent un rôle prépondérant au travail intellectuel qualifié dans le nouveau contexte numérique et dans la génération des profits qui enrichissent les propriétaires des méga-entreprises informatiques [2].

Cette convergence se traduit à travers la désignation commune du rôle central des salariés, directement impliqués dans la production des connaissances qui font fonctionner Internet et les réseaux. Bien que la valorisation de ces tâches soit très différente, cette diversité d'approches converge pour souligner la nouvelle importance qualitative du travail complexe.

Copyright © El Correo

Mais les similitudes s'arrêtent là, car tant la perspective techno-féodale que la perspective post-capitaliste divergent de l'approche cognitive dans leur évaluation du capitalisme. Alors que les théoriciens de cette dernière approche situent les nouvelles modalités de travail dans une nouvelle phase du même système social, les partisans des deux autres approches estiment que ce régime social s'autodétruit. Il y a une grande différence entre partir du postulat que le capitalisme a changé et décréter la disparition ou l'extinction de ce système.

La vision techno-féodale diverge également du Capitalisme Cognitif dans l'interprétation du type de travail qui alimente le système, puisqu'elle place les utilisateurs comme la nouvelle source de profit. Dans cette optique, elle souligne que les grandes entreprises ne s'approprient donc plus la plus-value générée par les travailleurs, mais une rente fournie par l'ensemble des acteurs/utilisateurs du monde numérique.

De ce postulat, on en déduit que ces acteurs deviennent des « serviteurs du cloud » par le simple fait d'utiliser les réseaux et de fournir ainsi les informations qui alimentent l'activité des entreprises. On considère ces agents comme des prisonniers involontaires des algorithmes qui enrichissent les propriétaires des clouds.
Au lieu d'approfondir la piste cognitive de la nouvelle centralité du travail intellectuel dans la production de plus-value, l'approche techno-féodale se perd dans la recherche de rentes de substitution à cet excédent. C'est pourquoi cette voie dissout l'analyse du système capitaliste et transforme la révolution numérique elle-même en un processus incompréhensible.

LES MONOPOLES DE TOUJOURS

À l'instar de l'approche techno-féodale, la thèse post-capitaliste estime que l'irruption des réseaux annule les marchés, rend impossible la fixation des prix et impose la prédominance de règles discrétionnaires établies par les grandes entreprises. Elle suppose que toutes les cotations en vigueur dans l'économie sont soumises à l'arbitraire des cinq ou sept multinationales qui dominent le monde numérique [3].
Mais si ces normes objectives qui régissent le fonctionnement de l'économie avaient disparu, il serait impossible de présenter une quelconque analyse de cette discipline ou d'élaborer un principe, une loi ou une théorie. Il n'y aurait aucun moyen d'expliquer le capitalisme, et encore moins le post-capitalisme, ce qui rendrait le monde actuel indéchiffrable.
En réalité, c'est le contraire qui se produit. Les événements économiques peuvent être interprétés car ils continuent de se dérouler selon certains schémas de concurrence, de profit, d'exploitation ou d'accumulation. Et c'est sur ces fondements que reposent les relations anciennes et contradictoires qui lient la concurrence aux monopoles.
Il n'est pas vrai que les grandes entreprises font ce qu'elles veulent, en fixant les prix à leur guise. Elles sont soumises à des règles en matière de coûts, de bénéfices, de ventes et d'investissement. Elles rivalisent au sein même de l'économie numérique pour des bénéfices qui proviennent davantage de transferts provenant d'autres secteurs que de l'excédent généré dans leur propre secteur. Ce surprofit constitue un pilier central de leurs bénéfices et joue un rôle déterminant dans la fixation de leurs prix [4].

Les grandes entreprises numériques se livrent une bataille acharnée pour protéger leurs brevets, tout en sachant que leurs produits seront copiés. Elles recherchent des clients, s'assurent des niches de marché et se financent en bourse. Quel que soit l'angle sous lequel on examine leur activité, il est évident qu'elles se comportent comme des entreprises capitalistes, régies par les mêmes règles que n'importe quelle autre entreprise du même système.
L'approche techno-féodale a hérité de la méconnaissance post-capitaliste de cet environnement, qui en fait considère les plateformes numériques comme des entités manipulées par des monopoles. Elle part du principe que les propriétaires de ces structures neutralisent, annulent ou cannibalisent leurs concurrents, grâce à leur contrôle des données, sur tous les territoires virtuels du monde numérique [5].

Mais cette présentation se heurte à la réalité des entreprises technologiques qui rivalisent entre elles de manière

Copyright © El Correo

très virulente. Loin d'opérer en marge des marchés, elles sont soumises à cette confrontation avec plus d'intensité que dans n'importe quel autre secteur.

Cette soumission aux règles de la concurrence n'a rien à voir avec l'imaginaire néoclassique d'une multitude infinie d'acteurs se disputant des parts de marché, au gré de l'offre et de la demande. Ce mécanisme fantaisiste n'a jamais régné sous le capitalisme. Il a été absent dès la naissance, à la maturité et au déclin de ce système. La concurrence a toujours prévalu sur des marchés rigoureusement segmentés en fonction de la taille des acteurs.

Le capitalisme repose sur une concurrence qui connaît des phases de prédominance plus ou moins forte des monopoles. La gestion des prix par ces groupes dominants est régulièrement remise en cause par des rivaux de même envergure. Cette dialectique permanente qui lie concurrence et monopoles a opéré dans tous les secteurs et à toutes les époques du capitalisme. L'époque actuelle ne fait pas exception et, dans le secteur technologique, la rivalité est aussi acharnée que dans n'importe quel autre domaine.

Il suffit d'observer comment les plateformes se font quotidiennement concurrence, à travers les prix et les cours de bourse, pour attirer les investisseurs. Elles évoluent dans un environnement marqué par une forte natalité et une forte mortalité des entreprises, que caractérise l'expansion disruptive de certaines sociétés et l'effondrement retentissant d'autres. Toutes se livrent une bataille sans concession pour imposer leurs règles et décrocher les contrats tant convoités des gouvernements.

LE RÔLE CENTRAL DES PRIX

Dans l'univers de l'IA, la confrontation entre OpenAI, Anthropic ou Gemini se déroule avec la même intensité que les alliances croisées entre ces mêmes entreprises. Elles s'associent dans certains domaines et s'affrontent dans d'autres, par le biais d'accords complémentaires avec les banques et les fonds d'investissement qui les financent [6] . Cette diversité de mouvements est ignorée par les thèses techno-féodales et post-capitalistes, qui omettent tout simplement l'omniprésence constante du capitalisme en tant que moteur de ces comportements.

Nier cette évidence, soulignant la fixation monopolistique des prix, n'a cessé d'essuyer des démentis depuis la dernière décennie, à mesure que les technologies de l'information se développaient et s'imposaient comme le secteur dominant du capitalisme numérique. Les prix ont continué à servir de variable directrice pour toutes les stratégies des grandes entreprises. Ces politiques consistent notamment à maintenir des tarifs artificiellement bas dans certaines activités afin de conquérir des marchés et de fidéliser la clientèle, comme l'ont toujours fait les grandes entreprises de tous les secteurs de l'économie.

Les prix déterminent les investissements, les contrats, les approvisionnements, le cours des actions, le montant des dividendes et l'ensemble des paramètres qui orientent le cap des entreprises. Sans prix, celles-ci ne pourraient pas fonctionner ; de même, si l'on fixait arbitrairement un plafond ou un plancher, elles ne pourraient pas non plus organiser le fonctionnement quotidien de leur activité.

Toute la chaîne de valeur des entreprises repose sur les cours de bourse, qui ne résultent ni des caprices de la direction, ni des manipulations des propriétaires. Ce sont des signaux qui guident le comportement des capitalistes, dans un système de concurrence qui n'offre pas d'autres indicateurs pour définir les mesures à prendre. C'est le grand baromètre permettant d'intervenir dans la concurrence aveugle qui régit le capitalisme ; c'est la variable qui assure le fonctionnement de ce système et qui sert également d'indicateur des grandes crises.

Il est tout aussi erroné de supposer que l'informatique a créé un scénario magique de post-capitalisme au XXIe siècle que d'imaginer que les plateformes des géants de la tech ont remplacé les règles du marché par un « Gosplan privatisé », semblable à la planification soviétique [7]. Ce qui caractérise ces grandes entreprises, c'est leur ordre interne, déconnecté de l'anarchie externe propre au capitalisme.

Toutes les entreprises fonctionnent dans leur propre circuit, comme des blocs soumis à des règles préétablies par la direction, qui ne s'étendent pas au-delà de l'entreprise. Dans ce second domaine, ce sont les exigences du marché

Copyright © El Correo

et les règles de la d'absence de gouvernement concurrentiel qui prévalent. Cette contradiction entre planification interne et désordre externe accompagne le capitalisme depuis ses origines et ne s'est pas dissipée à l'ère des plateformes. Varoufakis et Mason confondent ces deux plans divergents du système parce qu'ils ont oublié l'ABC du capitalisme.

GRATUITÉ ET COPIES

L'idée selon laquelle le post-capitalisme serait imminent, simplement en raison de l'expansion numérique, a reposé sur l'hypothèse que le développement des réseaux rendrait impossible la pérennité du marché, en raison de la nature même de l'économie de l'information. Mason a attribué cette évolution à la réduction (voire à la quasi-disparition) du coût de reproduction de la connaissance [8].

Il estimait que l'univers des réseaux facilitait la copie infinie et gratuite de ce savoir, rendant ainsi inopérantes les règles du capitalisme. Il considérait que le marché ne fixait plus les prix, en raison de cette nouvelle baisse du coût des biens informationnels, qui ne se dégradent pas à l'usage et permettent leur reproduction, générant ainsi une socialisation de la connaissance sans limites ni restrictions.

Cette vision a fait revivre la morale connue de l' invention qui échappe à ses créateurs et fonctionne de manière autonome. Elle supposait que les réseaux avaient donné naissance à un Frankenstein numérique qui faisait obstacle à la pérennité du capitalisme.

Mais toutes les données observées au cours de la dernière décennie ont réfuté ce scénario. Les prix ont continué à fonctionner comme avant, car les chefs d'entreprise sont des capitalistes et les cotations qu'ils ne peuvent pas gérer dans un domaine, ils les compensent par des transactions dans un autre domaine. Les preuves de cette dynamique sont évidentes : tous les biens du monde numérique sont soumis à l'offre et à la demande, avec des prix fluctuants fixés par les marchés.

La preuve la plus flagrante de cette réalité réside dans le fait que les milliardaires à la tête de Google, d'Amazon ou de Facebook tirent profit de ces prix. Ils ont bâti leurs fortunes sur ces fondements, confirmant ainsi qu'il n'existe pas le moindre signe d'incompatibilité entre les nouvelles technologies et la pérennité du capitalisme.

L'hypothèse selon laquelle l'activité informatique fait baisser les prix parce que ses produits peuvent être copiés librement néglige le coût croissant de la production de ces biens. Pour chaque nouveau logiciel, algorithme ou code d'IA qui fait son apparition sur le marché, il faut engager des dépenses considérables en matériel informatique, en centres de données et en équipements de toutes sortes. Et à l'instar d'autres secteurs de l'économie, les entreprises trouvent le moyen de transférer ces coûts sur leurs produits.

Le capitalisme ne s'est pas évaporé dans les nuages (clouds) à l'ère des réseaux. Il continue de dépendre de processus industriels, commerciaux et financiers. Les produits dont le prix baisse en raison de leur copie sont remplacés par d'autres dont les prix sont fixés à un nouveau niveau, annulant ainsi toute tendance, même infime, vers un coût nul.

Dans le secteur numérique, la concurrence est la même que dans n'importe quel autre domaine, et cette rivalité entraîne une obsolescence des infrastructures, ce qui oblige à réaliser de nouveaux investissements. La présence d'une diversité de travail dans cet univers, qui comporte davantage d'éléments affectifs ou créatifs que dans d'autres secteurs, ne modifie pas non plus les mécanismes de fixation des prix.

La thèse selon laquelle l'informatique serait gratuite en raison de l'abondance des produits, de la copie effrénée et de l'effondrement des prix n'a pas résisté à l'épreuve des faits. L'hypothèse selon laquelle l'information serait transmise gratuitement, sans perte ni destruction d'aucune sorte, dans ce nouvel univers d'abondance n'a pas non plus été corroborée.

Même s'il est techniquement possible de copier les biens numériques, leur production et leur gestion restent coûteuses, ce qui explique que les coûts soient répercutés sur les utilisateurs. La surveillance, la maintenance et le

Copyright © El Correo

renouvellement des équipements sont nécessaires. Il faut développer le traitement, le stockage et la diffusion des données, ce qui entraîne d'énormes dépenses énergétiques pour traiter cette masse gigantesque de données électroniques.

La gratuité est totalement absente de ces processus [9] et, pour cette raison, les biens cognitifs sont soumis aux mêmes déterminants commerciaux que n'importe quel autre bien [10] . Même si le coût marginal de la copie de l'information peut tendre vers zéro, cette tendance n'élimine pas la nécessité d'investissement, de propriété intellectuelle, d'infrastructures, de commercialisation ou d'appropriation privée. L'ensemble de ces facteurs continue de déterminer la formation capitaliste des prix.

SANS ÉCONOMIES COLLABORATIVES

L'idée selon laquelle le capitalisme ne peut pas gérer sa propre création transforme une contradiction en impossibilité. Elle part du constat juste que les nouvelles technologies numériques perturbent le fonctionnement du système, mais omet de mentionner que la même chose se produit avec d'autres produits et processus de nature différente.

Il existe un conflit entre les biens dont les prix deviennent moins chers et les processus qui se socialisent, dans un système qui doit garantir la marchandisation et la rentabilité. Mais ces tensions font émerger une contradiction et non un obstacle à l'existence même du système.

Les exemples de cette discordance sont nombreux et ont donné naissance au mouvement pour les logiciels libres, aux initiatives open source et à des projets précieux tels que Wikipédia ou Wikileaks [11] . Il s'agit d'initiatives de gestion non marchande des réseaux, qui ont cherché à reléguer au second plan la recherche du profit afin de promouvoir une utilisation décentralisée et communautaire de l'information [12] .

L'espoir que cette économie spontanément collaborative donnerait lieu à un développement majoritairement coopératif d'Internet s'est éteint. Ce fut l'espoir qui a marqué les débuts du système, lorsque l'on imaginait que la connexion entre les utilisateurs générerait d'elle-même des relations harmonieuses et solidaires. Cette croyance naïve a occulté le fait que le capitalisme transforme les inventions en innovations et les créations en marchandises, afin d'accroître les bénéfices que les entreprises tirent du développement de ces produits [13] .

Au lieu de développer les initiatives collaboratives, le capitalisme numérique s'est imposé en favorisant la marchandisation. Microsoft n'a pas été détrôné par Linux, Gates a pris le dessus sur Stallman, l'open source est resté un simple complément et l'action coopérative est restée reléguée à la marge. L'illusion de forger une sorte de kibboutz des clouds n'a pas abouti et le capitalisme américain a fait de la numérisation son principal champ d'accumulation.

CENTRALITÉ CAPITALISTE OU " POLYCRISE" ?

Le remplacement du capitalisme par un autre système, conséquence de la révolution numérique, tel qu'il est envisagé dans la pensée techno-féodale et dans la perspective post-capitaliste, s'inscrit dans la lignée d'autres visions qui affaiblissent la centralité du régime social dominant. Cette dissolution est très présente dans les analyses du contexte actuel qui ignorent l'influence du capitalisme, évitant ainsi d'examiner les déséquilibres et les souffrances générés par ce système.

Cette tendance se vérifie dans les descriptions du contexte mondial, qui soulignent la présence de multiples crises s'alimentant mutuellement, mais dépourvues d'un déterminant capitaliste. Cette croyancet est particulièrement répandue dans certaines définitions axées sur de vagues allusions à la « polycrise » contemporaine.

Cette dernière notion est mise en avant pour souligner la convergence d'une multitude de crises qui font irruption simultanément sur la scène actuelle. Mais cette simple constatation omet de préciser quel est le moteur commun de ces processus. On souligne l'existence de parcours complexes et irréguliers, marqués par la fin d'une époque et le

Copyright © El Correo

début d'une autre, au cours d'interrègnes prolongés. Le concept ambigu de « polycrise » suggère également la présence de transitions indéfinies vers un avenir incertain.

Certaines approches utilisent le concept de « polycrise » dans un sens purement descriptif, tandis que d'autres l'appliquent à la complexité systémique du scénario actuel. Ces approches sont manifestement insuffisantes, car elles ne mettent pas en évidence le fondement capitaliste de ces processus.
Mais la version la plus problématique est celle qui remplace explicitement ce fondement, écartant ainsi la place centrale du capitalisme dans l'analyse. Elle déploie toute une série de concepts (hybridité, société du risque, seconde modernité, modernité réflexive) pour remplacer le capitalisme en tant que principe organisateur de l'époque actuelle, en partant du principe que ces notions permettent de mieux cerner la réalité contemporaine [14] .
Ainsi , elle recourt à une indétermination délibérée qui rend impossible la compréhension de cette réalité. Sous prétexte d'éviter de réduire et d'appauvrir l'analyse à un certain postulat de base, on opte pour le flou, l'imprécision et la vacuité. Avec cette approche, la "polycrise" devient omniprésente, englobe des facteurs de toutes sortes et intègre d'innombrables processus qui diluent l'empreinte capitaliste des bouleversements actuels
[15].

Cette vision empêche de comprendre pourquoi l'irruption de l'IA aggrave une crise capitaliste mondiale qui se concrétise par le déclin des États-Unis. Elle empêche de clarifier les raisons pour lesquelles ce pays connaît un nouveau pic de surinvestissement, avec des bulles financières et des désavantages face à la Chine, dans un contexte d'aggravation des inégalités, d'endettement galopant, de résurgence de l'inflation et d'épuisement de la suprématie du dollar.
Cette multitude de déséquilibres frappe la première puissance mondiale car c'est là que se trouve le centre du capitalisme. Tous les bouleversements auxquels elle est confrontée expriment les contradictions intrinsèques de ce système, qui génèrent des effets dramatiques.
Il est important d'expliciter sans euphémismes ni imprécisions la responsabilité première du capitalisme dans ces cauchemars, afin de rappeler que ce système continue de fonctionner. Il ne s'est pas évaporé avec un retour au Moyen Âge, ni en générant des économies collaboratives issues d'un autre stade de l'évolution humaine. Le post-capitalisme est un chantier en cours qui se forgera à travers la compréhension de la réalité actuelle.

Claudio KATZ, économiste, professeur à UBA (université de Buenos Aires) et chercheur au Conicet.

Traduit de l'espagnol depuis El Correo de la Diáspora par : Estelle Leroy-Debiasi

Paris, 8 novembre 2026

El Correo de la Diaspora}. Paris, le 8 novembre 2026

Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une œuvre de **www.elcorreo.eu.org**

[1] Mason, Paul (2016). Postcapitalismo Hacia un nuevo futuro, Paidos, (p 9-11)

[2] VVAA (2004). Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva. Traficantes de sueños, (p 99-106)

[3] Mason, Paul (2016). Postcapitalismo Hacia un nuevo futuro, Paidos (p 158-163)

[4] Green, Peter (2016). Paul Mason's PostCapitalism : A response to Joseph Choonara, Issue : 149 Posted on 6th January 2016, http://isj.org.uk/paul-masons-postcapitalism-a-response-to-joseph-choonara/

[5] Varoufakis, Yanis (2024). El auge del tecnofeudalismo, https://jacobinlat.com/2024/07/el-auge-del-tecnofeudalismo/

[6] Morozov, Evgeny (2025) ¿Feudalismo digital o capitalismo salvaje ? https://recursoshumanostdf.ar/contenido/43369/feudalismo-digital-o-capitalismo-salvaje

[7] Varoufakis, Yanis (2024) Tecnofeudalismo. El sigiloso sucesor del capitalismo Madrid, Ediciones Deusto (p 70-85)

[8] Mason, Paul (2016). Postcapitalismo Hacia un nuevo futuro, Paidos (p 11-12)

[9] Krätke, Michael (2018). Marx y el futuro digital del capitalismo, http://www.sinpermiso.info

[10] Mercatante, Esteban (2016). Matrix recargado, Ideas de Izquierda, Número 32, agosto 2016

[11] Corsani, Antonella (2004). Hacia una renovación de la economía política. Antiguas categorías e innovación tecnológica. Riqueza, propiedad, libertad y renta en el capitalismo cognitivo, en VVAA Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva. Traficantes de sueños, (p 89-98)

[12] Katz, Claudio (2000). Mercantilización y socialización de la información y del conocimiento, Política y Sociedad. Revista de la Universidad Complutense. Facultad de Ciencias Políticas y Sociología, n 33, enero-mayo Madrid

[13] Katz, Claudio (1996). La concepción marxista del cambio tecnológico. Revista Buenos Aires. Pensamiento Económico n 1, otoño 1996, Buenos Aires.

[14] Tooze, Adam (2024). In medias res : entrevista a Adam Tooze https://www.sinpermiso.info/textos/in-medias-res-entrevista-a-adam-tooze

[15] Foster, John Bellamy ; Clark, Brett (2025). Frente a la trivialidad de la "policrisis", la consistencia de la crisis estructural global del capital https://sinpermiso.info/textos/frente-a-la-trivialidad-de-la-policrisis-la-consistencia-de-la-crisis-estructural-global-del-capital

Copyright © El Correo